

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mai 2018

LOGEMENT AMÉNAGEMENT ET NUMÉRIQUE - (N° 971)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 1662

présenté par

M. Pahun, M. Lagleize, M. Bolo, Mme Deprez-Audebert, M. Mathiasin, M. Ramos, M. Turquois, M. Barrot, Mme Elimas, Mme Florennes, M. Garcia, M. Lainé, Mme Lasserre, M. Mignola, Mme Poueyto, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Benin, M. Berta, M. Bourlanges, M. Bru, M. Cubertafof, Mme de Sarnez, Mme de Vaucouleurs, M. Duvergé, Mme El Hairy, Mme Essayan, M. Fanget, M. Fesneau, M. Fuchs, Mme Gallerneau, M. Hammouche, M. Isaac-Sibille, Mme Jacquier-Laforge, M. Joncour, M. Laqhila, M. Latombe, Mme Luquet, M. Mattei, Mme Mette, M. Michel-Kleisbauer, M. Millienne, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Vichnievsky et M. Wasserman

ARTICLE 12 SEXIES

À la première phrase de l'alinéa 2, après le mot :

« rivage »,

insérer les mots :

« à l'exclusion des constructions et installations à usage principal d'habitation ou à usage exclusivement commercial, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Si des implantations agricoles doivent être facilitées, il convient d'en préserver la destination : cet amendement précise donc la possibilité d'implantations agricoles ou forestières en précisant qu'elle ne s'étend pas à des constructions commerciales, ou à usage d'habitation, ces dernières étant gérées dans le cadre des SCOT.